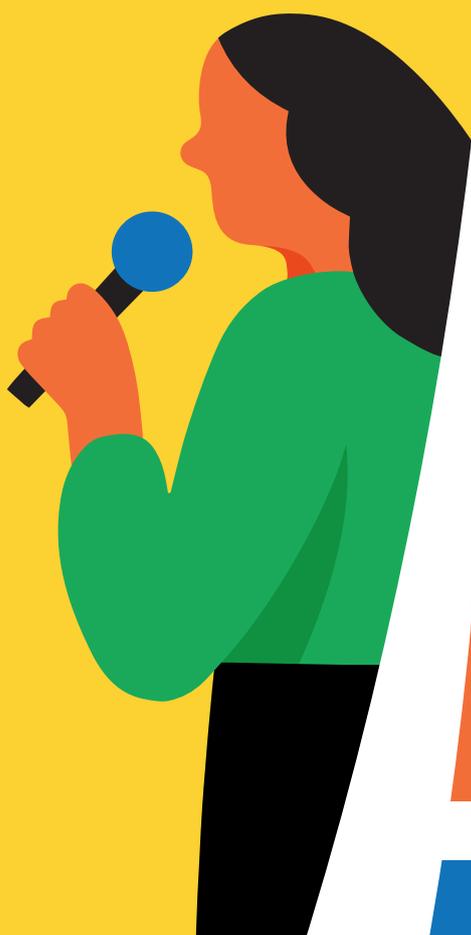


MIEUX INFORMER DEMAIN

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



Éditorial



Ce rapport d'activité 2024 de CFI doit être lu à la lumière des changements majeurs en cours. Le contexte international marqué par des tensions géopolitiques exacerbées nous invite en effet tous collectivement à nous interroger, à questionner nos actions, leur raison d'être et leur efficacité. Cette démarche fait depuis longtemps partie de l'ADN de CFI, mais les circonstances nous ont amenés à l'intensifier. Elle nous a permis, nous permet et nous permettra d'anticiper les évolutions du monde et de sans cesse nous renouveler et nous adapter.

L'essence de CFI, c'est la lutte contre la désinformation, pour la liberté d'expression, la liberté de la presse et l'indépendance des médias partout dans le monde, conformément à une vision française et européenne.

La mission qui lui a été confiée est un axe essentiel de la politique étrangère de la France : en renforçant les capacités de journalistes partenaires dans de nombreux pays d'action, CFI favorise un monde où une information fiable, indépendante, diverse, libre de toute pression politique, peut émerger, se développer et être accessible au plus grand nombre, dans le but bien compris de favoriser la démocratie et les valeurs qui la sous-tendent.

Cet objectif pourrait paraître bien éloigné de nos préoccupations quotidiennes, si nous ne vivions pas dans un monde interconnecté dans lequel chaque soubresaut d'un côté du globe peut avoir des répercussions dans d'autres pays et jusqu'en France. Comme l'a dit récemment le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, il n'y a pas de démocratie sans liberté de la presse. Et chaque fois que l'espoir démocratique meurt quelque part, c'est la réalité démocratique de notre continent qui est un peu plus isolée.

Par son action et dans ses projets, CFI contribue aussi à faire vivre la Francophonie, cet espace de partage, de respect mutuel et de diversité, auquel nous sommes tous collectivement si attachés. Il ne faut pas l'oublier.

Comme nous l'avons constaté une fois de plus en 2024 et encore plus en 2025, le sort des autres est donc intimement lié au nôtre. C'est pourquoi les hommes et les femmes de CFI s'attellent à leur tâche avec autant de passion et d'abnégation car ils en connaissent l'importance pour nos partenaires comme pour la France et l'Europe. Ils le font dans un contexte plus hostile et avec des moyens budgétaires limités qui les obligent à justifier l'utilisation de chaque centime. Ce rapport d'activité leur doit tout. Il constitue un rappel de ce qui a été accompli en 2024 et un signal de tout ce qui reste à faire.

Je vous en souhaite une lecture éclairée et éclairante.

Thierry Vallat,
Président-directeur général de CFI

Sommaire

Éditorial	p. 3
Les temps forts de l'année	p. 6
Géographie des interventions Quelques chiffres clés	p. 8
Principaux projets menés en 2024	p. 9
Paris Médias 2024	p. 10
Désinfox Jeunesse	p. 12
Médialab Francophonie	p. 14
Désinfox Réseau	p. 16
Voix en exil	p. 18
Pagof2	p. 20
Des médias, une santé	p. 21
Médialogue	p. 23
Qarib	p. 24
Infolisango	p. 26
Soutien aux médias éthiopiens	p. 28
Terra Africa	p. 30
Aperçu 2025	p. 32
Bilan financier	p. 34

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

Les 12 événements majeurs qui ont marqué l'année 2024 de CFI.

Janvier

Une exposition au siège de France Médias Monde à Paris met en lumière les scrutins de 2023 au Nigéria sous l'objectif de dix photojournalistes, lauréats du projet *Naija In Lights*.



Février

En partenariat avec Expertise France et le Partenariat Européen pour la Démocratie (EPD), CFI lance le projet *Support to democratic reform in Jordan* à Amman.



Mars

L'atelier de clôture du projet *Intajat Jadida* réunit à Tunis une vingtaine de créateurs et créatrices de contenus de Tunisie, d'Algérie, du Maroc et de Libye.



Avril

Au Cameroun, la conférence de clôture du projet *Talk paix* réunit les professionnel·les des médias camerounais formé·es durant deux ans à produire une information objective, vérifiée et inclusive.



Mai

Pour la première fois, CFI organise un forum en Asie centrale, à Tachkent (Ouzbékistan), qui rassemble 150 journalistes de la région pour échanger sur les problématiques de désinformation.



Juin

Dans le cadre du projet *PAMT2*, une conférence réunit des journalistes de médias 100% en ligne (pureplayers) en Tunisie.



Juillet

Durant les Jeux Olympiques de Paris 2024, CFI crée une rédaction éphémère de quinze journalistes sportifs et sportives d'Afrique subsaharienne pour couvrir l'événement.



Août

Une nouvelle rédaction éphémère rassemble huit journalistes sportifs et sportives d'Afrique du nord et du Moyen-Orient pour assurer la couverture des Jeux Paralympiques de Paris 2024.



Septembre

CFI, SINGA, la Maison des journalistes et Reporters sans frontières lancent *Voix en exil*, un projet de soutien à Paris aux journalistes en exil.



Octobre

À l'occasion du Sommet de la Francophonie, CFI et l'École publique de Journalisme de Tours (EPJT) s'associent pour monter une rédaction éphémère d'une trentaine d'étudiants et étudiantes de sept pays francophones au Centquatre-Paris.



Novembre

Pour la première édition du « Rendez-vous CFI de l'Expertise MédiasDev », dédié à la promotion de l'égalité femmes-hommes dans les médias, CFI réunit près de 50 personnes sur place et en ligne.



Décembre

Afin de contribuer à la production et la diffusion d'une information équilibrée par les médias, la société civile et les jeunes au Congo, CFI lance le projet *Infolisango*, financé par l'Union européenne.



GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS



PRINCIPAUX PROJETS MENÉS EN 2024

En 2024, 39 projets ont été menés au profit du développement des médias d'une soixantaine de pays, en Afrique, dans le monde arabe, en Asie ou encore en Europe orientale. Douze d'entre eux ont été mis en exergue dans ce rapport d'activité. Ils ont été particulièrement représentatifs de l'activité de l'agence cette année.

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS

39
projets menés
sur l'année

18
projets menés
en synergie
avec France Médias
Monde

66
pays comptent
la présence de CFI

75 %
des projets
intègrent
la lutte contre
les manipulations
de l'information

17,6 M€
de ressources mobilisées
pour le bon déroulement
des projets

100 %
des projets intègrent
la promotion de l'égalité
entre les femmes
et les hommes

PARIS MÉDIAS 2024

UNE FORMATION SUR MESURE À LA MÉDIATISATION D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

Projet phare de l'année 2024, *Paris Médias 2024* a permis à une cinquantaine de journalistes d'Afrique et du monde arabe de se former à la médiatisation d'événements sportifs de haut niveau, puis de venir couvrir à Paris, au sein de deux rédactions éphémères, les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Un volet « Jeux olympiques » pour les journalistes d'Afrique

Pendant toute la durée des Jeux Olympiques, du 26 juillet au 11 août, quinze journalistes d'Afrique subsaharienne francophone ont assuré une couverture médiatique 100% africaine des JO, un événement que le public du continent ne peut généralement suivre qu'à travers les grands médias internationaux. Ces journalistes ont travaillé au sein d'une rédaction commune installée sur l'île-Saint-Denis au sein de la « Station Afrique ».

Tous les contenus produits — 504 au total — ont été publiés par leurs médias, soit une audience cumulée de plus de 650 000 personnes. À cela s'ajoutent les 926 reprises et republications par d'autres médias africains, identifiés par un suivi quotidien. Chaque contenu produit était, en effet, publié quotidiennement sur une plateforme en ligne, pour être utilisé gratuitement par les 307 médias africains inscrits. Grâce à une synergie entre CFI et RFI, des portraits de journalistes de la rédaction ont été réalisés et diffusés sur l'ensemble du réseau RFI et à des heures de grande écoute en Afrique.

Un volet « Jeux paralympiques » pour les journalistes du monde arabe

Alors que le sport paralympique souffre d'un important déficit de visibilité dans les médias d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, Paris Médias 2024 a aussi offert à huit journalistes du Liban, du Maroc et de Tunisie, dont quatre femmes, l'opportunité de couvrir les Jeux paralympiques de Paris 2024, en les accompagnant dans la professionnalisation de leurs productions, afin de toucher une audience plus large et plus jeune. En amont des Jeux, cinq des huit bénéficiaires du projet ont assisté aux Assises du journalisme de Tours, fin mars 2024, pour préparer des sujets « en miroir » avec des consoeurs et confrères français, mais également sur les préparatifs des athlètes dans leurs pays respectifs.



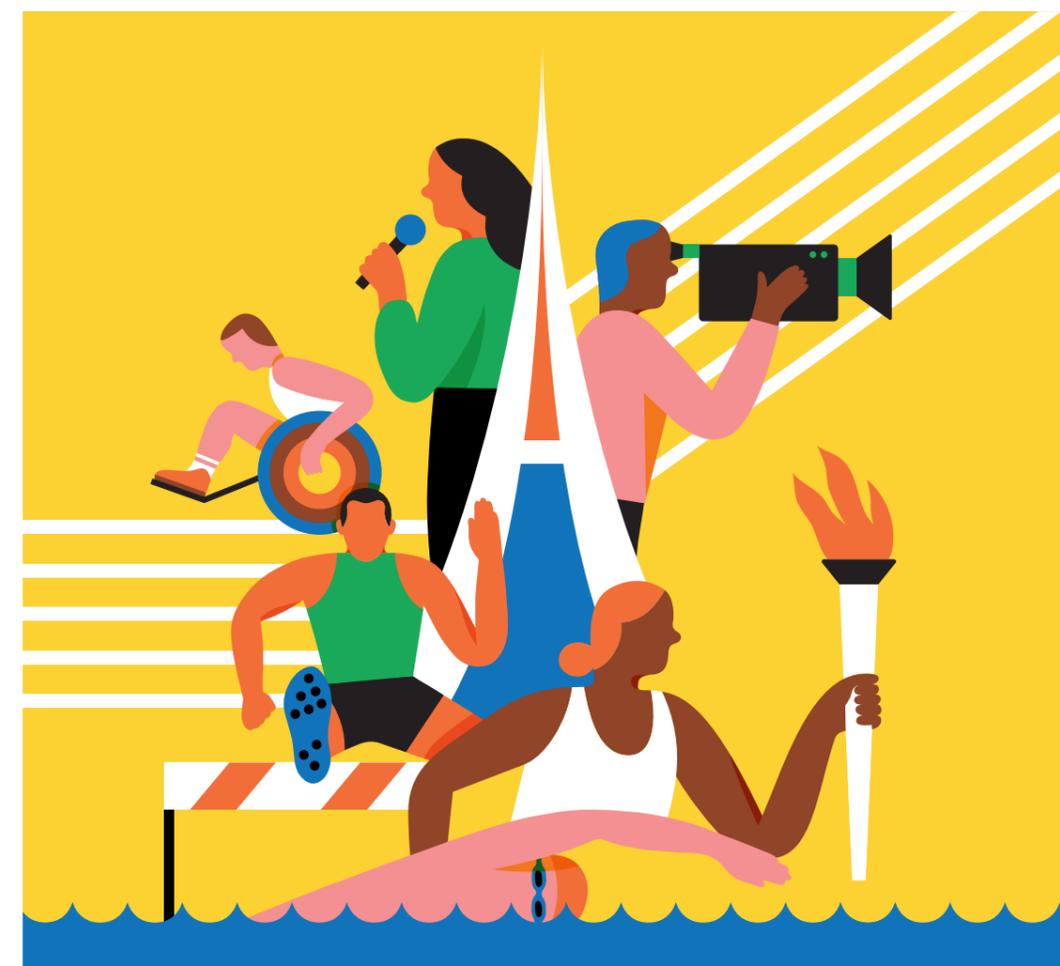
Janvier 2024
→ Août 2024



500 K€



Bénin,
Burkina Faso,
Cameroun,
République
démocratique
du Congo,
Côte d'Ivoire,
Gabon,
Guinée,
Mali,
Madagascar,
Niger,
Congo,
Sénégal,
Tchad,
Togo,
Djibouti,
Maroc,
Tunisie,
Liban



↑ © Carole Barraud / La Confiserie

Entre mai et juillet 2024, les huit journalistes sélectionné-es ont suivi une série de webinaires axés sur la préparation de la couverture d'un événement sportif international, les différentes problématiques liées au journalisme sportif et aux Jeux paralympiques, les formats sportifs inspirants, et les femmes et le sport. Ils et elles ont aussi bénéficié d'un appui éditorial et d'un mentorat sur le marketing digital et l'utilisation des réseaux sociaux en amont et pendant les Jeux.

À travers la création d'une rédaction éphémère durant les jeux paralympiques de Paris 2024, du 28 août au 8 septembre, ce volet a soutenu la production de contenus innovants sur les épreuves et contribué à l'inclusion de personnes en situation de handicap. Parmi les personnes concernées par ce soutien, un journaliste du média Taja Sport dédié aux femmes et au sport et deux journalistes de la Radio ML, une radio créée pour donner la parole aux personnes concernées par le handicap. Au total, plus de 180 contenus ont été produits par les journalistes de la rédaction éphémère, qui ont engendré plus d'un million de vues sur les réseaux sociaux en amont et cinq millions pendant les Jeux paralympiques.

DÉSINFOX JEUNESSE

ÉDUCER LES JEUNES À L'INFORMATION POUR LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION

Dans un monde où les réseaux sociaux sont devenus une source d'information incontournable, la désinformation et les discours de haine se propagent à une vitesse inquiétante. Face à ce défi, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) est plus essentielle que jamais. Le projet *Désinfox Jeunesse* a été lancé en 2023 avec l'ambition d'aider les jeunes à décrypter l'information et à développer un regard critique sur les contenus partagés en ligne.

Désinfox Jeunesse vise à outiller durablement les jeunes des pays francophones d'Afrique subsaharienne face aux manipulations de l'information. En leur donnant des clés pour mieux comprendre et analyser les contenus consommés, ce projet contribue à la construction d'une jeunesse plus éclairée, capable de jouer un rôle actif dans la défense d'une information fiable et respectueuse des droits humains.

Il est mis en œuvre en partenariat avec deux organisations africaines actives dans le domaine de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) : Eduk-Média au Cameroun et Bénévol-EMI en Côte d'Ivoire. Ces deux organisations ont bénéficié d'une série de formations, qui ont



Octobre 2023
→ Septembre
2025



880 K€



Côte d'Ivoire,
Cameroun,
République
Centrafricaine,
République
démocratique
du Congo

↓ © Great Jonell



mobilisé une dizaine de leurs membres, pour renforcer leur expertise. Cette montée en compétence s'est déroulée en deux phases : un accompagnement ciblé sur la gestion des subventions, essentiel pour assurer leur autonomisation financière, puis un approfondissement des méthodes pédagogiques en EMI, afin que leurs membres puissent à leur tour devenir des personnes formatrices et des relais actifs sur le terrain.

Au cœur de ce processus, le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI) a formé les équipes d'Eduk-Média, qui ont accompagné à leur tour les équipes de Bénévol-EMI. Ce modèle de formation en cascade favorise une appropriation durable des savoirs : au-delà d'une simple transmission de compétences, il transforme les bénéficiaires en acteurs autonomes du changement, capables de déployer et d'adapter ces enseignements au sein de leurs communautés.

« *Désinfox Jeunesse* est une aubaine pour notre association d'EMI. Il nous a permis d'enrichir le bagage de nos formateurs et formatrices en ingénierie de formation et ingénierie pédagogique d'EMI, de produire des ressources contextualisées et de créer un réseau de 65 encadrants et encadrantes en EMI. »

Blaise Pascal Andzongo, Eduk-média (Cameroun)

Le dessin de presse, un outil puissant pour sensibiliser

Parce que l'image est un vecteur de communication fort, *Désinfox Jeunesse* mise également sur le dessin de presse pour toucher le public. En partenariat avec Cartooning for Peace et Africa Check, le projet soutient la production de caricatures qui sont utilisées pour illustrer des articles de *fact-checking* et rendre ceux-ci plus attractifs pour la jeunesse. En 2024, 17 articles illustrés ont été publiés sur les réseaux sociaux afin de sensibiliser les jeunes au rôle des médias et aux manipulations de l'information, et de les engager à réfléchir sur leur propre responsabilité dans l'usage des réseaux sociaux.

« Grâce à *Désinfox Jeunesse*, nous avons amélioré le contenu de nos formations et sommes montés en compétences. De simples présentations PowerPoint, nous sommes passés à la production de réelles ressources pédagogiques et nos formateurs travaillent désormais comme de vrais ingénieurs en pédagogie, une première pour Les Bénévoles de l'EMI. »

Alexis Assiedou, Benevol-EMI (Côte d'Ivoire)

MÉDIALAB FRANCOPHONIE

DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES EN JOURNALISME COUVRENT LE 19^e SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Du 3 au 5 octobre 2024, la France a accueilli la 19^e édition du Sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts, une première depuis 33 ans. Afin de donner l'opportunité à des journalistes francophones de couvrir cet événement international, CFI a lancé, en partenariat avec l'École Publique de Journalisme de Tours (EPJT), le projet MédiaLab Francophonie.

L'École Publique de Journalisme de Tours (EPJT) a rassemblé à Paris début octobre 2024, vingt-six étudiantes et étudiants de sept écoles de journalisme du réseau Théophraste (Belgique, Côte d'Ivoire, France, Liban, Maroc, Roumanie, Sénégal) pour couvrir l'actualité du Sommet, du Village et du Festival de la Francophonie, via des productions journalistiques destinées aux réseaux sociaux. Les étudiantes et étudiants ont d'abord été accueillis à France Médias Monde pour une visite des rédactions de RFI et France 24, suivie d'un échange avec des journalistes, et à CFI pour une rencontre avec son Président-directeur général Thierry Vallat.

Production de reportages et vérification des faits

Puis, durant le Sommet, répartis en binômes inter-écoles, ils et elles ont travaillé dans des conditions quasi semblables à celles d'une rédaction pour produire 37 reportages, encadrés par une enseignante ou un enseignant de chaque école, et sous la supervision d'une équipe de l'EPJT qui assurait la rédaction en chef et la coordination logistique. Ces vidéos ont ensuite été diffusées sur les réseaux sociaux de l'EPJT, de Théophraste et de CFI.

« Participer à cette rédaction a été une expérience unique, notamment par la rencontre d'étudiants, de journalistes et de citoyens de plusieurs pays. L'équipe encadrante était formée de gens passionnés qui ont pris le temps de nous connaître et de nous accompagner. Nous avons eu la chance de visiter CFI, France 24 et RFI. Ce fut un rêve pour moi ».

Chris Costantine, étudiant à l'Université du Liban



Juillet 2024
→ Novembre
2024



145 K€



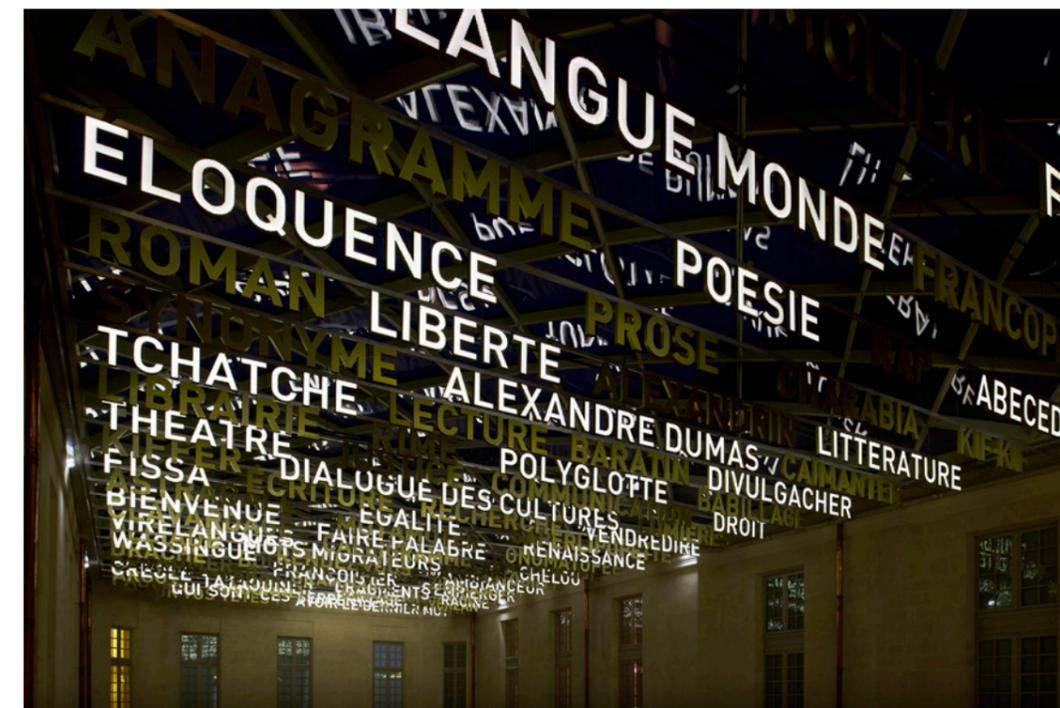
France,
Maroc,
Tunisie,
Liban,
Sénégal,
Côte d'Ivoire,
Cameroun,
Roumanie,
Belgique

Le renforcement de la plateforme Factoscope.fr, seconde composante du projet, a donné une visibilité accrue à ce portail francophone qui propose des ressources destinées à la vérification des faits et à l'éducation aux médias et à l'information (EMI). De nouveaux contenus et vidéos pédagogiques produits par Nothing2Hide, partenaire de Factoscope, ont été mis en ligne. Vingt-et-un articles de fact-checking ont été produits et publiés grâce à la commande de piges à des médias contributeurs de la plateforme. Grâce aux webinaires, organisés avant et après le Sommet de la Francophonie, les étudiants et étudiantes des écoles membres du réseau Théophraste se sont familiarisés avec les ressources disponibles et les enjeux de la plateforme. Enfin, le Prix de vérification Factoscope.fr a été décerné à cinq médias, parmi les 39 qui avaient candidaté, dans les catégories « Propos politiques », « Recontextualisation d'images », « Démystification de rumeurs », « Désinformation liée aux femmes » et « Prix du jury ».

« Le programme a été bénéfique car il a permis une immersion journalistique complète en plus de développer nos capacités à s'adapter à une nouvelle équipe et à travailler en groupe. »

Hibatallah Elalami, étudiante à l'ISIC (Maroc)

↓ © DR



DÉSINFOX RÉSEAU

SOUTENIR LE TRAVAIL EN RÉSEAU DES ACTEURS DE L'INFORMATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La vitesse de propagation des fausses informations, la sophistication croissante des méthodes de désinformation et l'intensification des opérations d'ingérences numériques étrangères en Afrique subsaharienne rendent nécessaires la mutualisation des moyens et le travail en réseau des acteurs africains luttant contre les manipulations de l'information sur le continent. C'est de ce constat qu'est né le projet *Désinfox Réseau*.

Lancé en 2024, Désinfox Réseau a apporté son appui à la Plateforme africaine des fact-checkers francophones (PAFF), un réseau regroupant les principaux médias de vérification de l'information d'Afrique subsaharienne francophone. Les neuf membres ont bénéficié d'ateliers sur les outils de communication numérique, les techniques d'enquête en sources ouvertes (OSINT) et la planification éditoriale d'enquêtes collaboratives sur les manipulations de l'information en Afrique.

« Grâce aux formations, j'ai pu renforcer mes compétences dans divers domaines essentiels, tels que l'OSINT ou le journalisme numérique. Ces moments d'échanges enrichissants, animés par des experts qualifiés, nous ont permis d'acquérir des outils pratiques pour améliorer notre travail au quotidien au sein de nos organisations. »

Britney Line Ngalingbo, directrice exécutive de Centrafrique Check, membre de la PAFF

Le projet a soutenu Factoscope.fr, un outil numérique créé par l'École publique de journalisme de Tours pour animer une communauté de journalistes d'Afrique francophone engagés dans la lutte contre la désinformation. Il a également permis à 34 fact-checkers d'Afrique francophone de participer à l'édition 2024 de l'Africa Fact Summit à Accra (Ghana) et de porter à l'agenda du Sommet des enjeux clés tels que les stratégies russes de désinformation au Sahel. En 2024, pour la première fois, un journaliste francophone (Adnan Salif Sidibe du média Faso Check) a remporté le prix du meilleur article dans la catégorie « fact-checkers professionnels ».



Septembre
2024 →
décembre
2026



1,44 M€



Bénin,
Burundi,
Cameroun,
République
Centrafricaine,
Comores,
République
démocratique
du Congo,
Côte d'Ivoire,
Djibouti,
Gabon,
Guinée,
Madagascar,
Maurice,
Mauritanie,
Rwanda,
Sénégal,
Tchad,
Togo

Création du REFEMI et innovation numérique

Désinfox Réseau a contribué à la création du Réseau francophone de l'éducation aux médias et à l'information (REFEMI) – une initiative portée par six organismes dédiés à l'EMI en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique – en finançant la participation des trois membres africains (Eduk-Média, Polaris Asso, Benevol-EMI) au 19^e Sommet de la Francophonie, durant lequel la création du réseau a été formalisée. Enfin, une étude de faisabilité sur l'utilisation du dispositif « CrossOver » dans plusieurs pays d'Afrique francophone a été lancée. CrossOver est un outil créé par la start-up finlandaise Check First qui permet de surveiller, d'enquêter et de mettre en lumière la propagation des contenus douteux qui circulent sur les réseaux sociaux et les moteurs de recherche (notamment YouTube, X, Reddit, Google News, Instagram, Mastodon, TikTok, Recherche Bing et Duck Duck Go). Les résultats de l'étude ont été présentés aux neuf médias membres de la PAFF pour sonder leur souhait d'utiliser l'outil à titre expérimental dans leurs pays respectifs.

« Le REFEMI est un levier essentiel pour structurer l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) dans l'espace francophone. Grâce à ce réseau, nous pouvons mener des recherches, renforcer le plaidoyer pour des politiques publiques plus adaptées et développer un vivier de formateurs plus alertes et efficaces que jamais. »

Ousseynou Gueye, fondateur & directeur exécutif de Polaris Asso (Sénégal)

VOIX EN EXIL

SOUTENIR LES MÉDIAS ET JOURNALISTES EN EXIL

Face à la répression, aux violences ou aux conflits, de plus en plus de journalistes sont contraint·es de fuir leur pays. Leur rôle demeure pourtant essentiel pour informer leurs concitoyennes et concitoyens restés sur place, les diasporas et la communauté internationale. Pour les soutenir, CFI et ses partenaires Singa, la Maison des Journalistes et Reporters sans frontières, ont lancé Voix en exil, premier projet de CFI exclusivement implanté en France pour accompagner des journalistes exilés.

D'une durée de trois ans, *Voix En Exil* offre un accompagnement de six mois — auxquels s'ajoutent trois mois de post-programme — à quatre promotions de dix-huit journalistes exilés en France. Cette notion de « promotion » permet d'encourager des collaborations éditoriales et des solidarités professionnelles utiles à leur parcours d'intégration. Incubation, soutien social et administratif, mise en réseau, hébergement, formations, cours de français, subventions et bourses sont aussi proposées aux journalistes, afin de sécuriser leur situation, de rebondir et de poursuivre leur carrière.

« C'est un avantage, c'est un plus pour les journalistes exilé·es en France. Parce que, quand vous êtes journaliste dans un pays étranger, c'est comme si vous recommenciez tout à zéro. »

Jean-Samuel Mentor, journaliste haïtien

Ateliers d'incubation et rencontres professionnelles

La première promotion a été accueillie début septembre 2024 et rassemble des journalistes originaires d'Iran, d'Afghanistan, de Syrie, d'Égypte, d'Haïti, de Biélorussie, de Russie, de Guinée et de Tunisie. Ces femmes et hommes ont été sélectionnés sur la base de leur profil, ainsi que sur le projet éditorial qu'ils et elles souhaitent développer à destination d'une audience en France — participant ainsi au pluralisme de l'information sur les sujets internationaux — ou bien à destination de leur pays d'origine. Les journalistes ont bénéficié d'une dizaine d'ateliers du programme d'incubation et de rencontres professionnelles, notamment lors des Assises européennes du journalisme de Bruxelles, du Paris Podcast Festival ou encore du Festival OSINT en décembre 2024 à Paris.

L'événement officiel de lancement de *Voix en exil* s'est tenu le 20 septembre 2024 à la Gaîté Lyrique à Paris, en présence d'Emmanuel Lebrun-Damiens, Directeur de la diplomatie culturelle, éducative, scientifique et universitaire au Ministère de l'Europe et des Affaires



Juin 2024
→ Mars 2027



2,8 M€



France

étrangères, de Marie-Christine Saragosse, Directrice générale de France Médias Monde, de Thierry Vallat, Président-directeur général de CFI, de Benoît Hamon, Directeur général de SINGA Global, de Darline Cothière, Directrice de la Maison des Journalistes et d'Antoine Bernard, Directeur Plaidoyer et Assistance de Reporters sans frontières.

Résumé du lancement du projet Voix en exil à Paris

« Les journalistes exilés, doivent être soutenus, par solidarité, mais aussi parce qu'ils ont un savoir-faire extraordinaire. Cette activité journalistique est un antidote à la désinformation, à la propagande et aux ingérences étrangères malveillantes. »

Antoine Bernard, directeur plaidoyer et assistance de Reporters sans frontières

↓ © 1000 Words



PAGOF 2

ACCOMPAGNER LES PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE VERS LE PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

Depuis 2023, le projet *PAGOF 2* s'intègre dans l'initiative multilatérale fondée en 2011 du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO). Ce partenariat international entend promouvoir la transparence de l'action publique et son ouverture à de nouvelles formes de concertation, de participation et de collaboration avec la société civile.

En 2024, *PAGOF 2* a fourni une assistance technique, en Côte d'Ivoire et en Tunisie, à des journalistes et à des membres de médias, d'organisations de la société civile (OSC) et d'administrations à travers des formations, du mentorat et de l'accompagnement à la production de contenus. Quinze journalistes (huit en Tunisie et sept en Côte d'Ivoire) ont ainsi bénéficié de deux formations au datajournalisme et d'un accompagnement à la production de reportages, d'infographies, de cartographies et d'enquêtes par une experte internationale et deux personnes formatrices nationales.

Produire des enquêtes sur des sujets sensibles

La première session de six jours a été consacrée aux outils de base pour obtenir, analyser et publier des données ouvertes, ainsi qu'aux fondamentaux de l'enquête journalistique. Dans le sillage de cette formation, les journalistes ont été accompagnés par les personnes formatrices nationales pour produire et diffuser dans leurs médias des contenus de datajournalisme. La seconde session, également de six jours, a été dédiée à des techniques plus avancées de datajournalisme, comme le traitement de données cartographiques ou la visualisation de données interactives, et à l'élaboration des sujets d'enquête que chaque journaliste a produit dans le cadre du projet.

Une allocation financière d'une valeur de 500 euros a, en outre, été octroyée à chaque journaliste bénéficiaire, afin de couvrir les frais de réalisation des enquêtes. Ces journalistes sont à présent capables de produire des enquêtes sur des sujets sensibles dans des contextes variés en utilisant des données ouvertes et les compétences acquises grâce à ces deux formations.



Avril 2023
→ Septembre
2025



700 K€



Côte d'Ivoire,
Tunisie

DES MÉDIAS UNE SANTÉ

LE JOURNALISME AU SERVICE DE LA SANTÉ EN ASIE DU SUD-EST

En Asie du Sud-est, où les taux de densité humaine et animale sont parmi les plus élevés de la planète, les sociétés humaines exercent une forte pression sur leur environnement. Conjugée aux conséquences du changement climatique, cette pression a des effets importants sur la santé humaine et animale. Pour répondre à ces enjeux, l'approche scientifique « Une seule santé » étudie l'interdépendance entre la santé de l'environnement, des animaux et des êtres humains. De nombreuses politiques publiques et travaux de recherche l'utilisent aujourd'hui.

L'objectif du projet *Des médias, une santé* est de sensibiliser des journalistes de médias nationaux du Cambodge, du Laos, du Vietnam et des Philippines à l'approche « Une seule santé ». Il a débuté par une série de séminaires nationaux rassemblant des personnalités du monde scientifique, des décideurs politiques, des médias et des organisations de la société civile, organisés en collaboration avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) entre mai et septembre 2024.

Interviews, storytelling et techniques d'enquête

Des formations, destinées aux médias soutenus dans chacun des pays, ont aussi été menées en août et septembre, toujours en collaboration avec les équipes du CIRAD, mais aussi avec des personnes formatrices locales ou expertes de l'approche « Une seule santé ». Ces sessions, aux formats interactifs, ont permis aux journalistes d'explorer cette approche et de saisir son importance.

« Avec mon équipe, nous comprenons à présent les interconnexions entre environnement, santé humaine et animale, mais nous devons réaliser à présent des vidéos pour susciter l'engagement des jeunes et en particulier des mamans, attentives à protéger leurs familles. »

Celeste Anna Formoso, rédactrice en chef du média philippin Palawan News

Les mêmes journalistes ont ensuite participé à de nouvelles formations en novembre 2024, à l'interview, au storytelling et aux techniques



Mars 2023
→ Novembre
2025



1 M€



Vietnam
Cambodge
Laos
Philippines



↑ © DR

d'enquête, afin de traiter des sujets médicaux et environnementaux sous un angle innovant et ludique pour leurs audiences. À travers ces formations et des accompagnements à distance, tous et toutes travaillent à l'émergence d'un journalisme de vulgarisation efficace pour mieux accomplir une double mission d'information et de prévention des potentielles crises à venir.

« Nous voulons réduire les impacts des maladies humaines et animales en suscitant des prises de conscience sur la transmission de ces maladies. Dans notre média, nous avons désormais des journalistes spécialisés qui préparent des émissions plus approfondies. Nos communautés savent mieux comment se protéger. »

Samrith Tona, directeur exécutif de la radio cambodgienne Women's Community Voices (WCV)

MÉDIALOGUE

SOUTENIR LES MÉDIAS EN ASIE CENTRALE

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a bouleversé les médias d'Asie centrale, limitant leur liberté d'expression et la diffusion d'informations impartiales. Le projet *Médialogue* vise à analyser l'influence de la propagande russe dans cette région, identifier les acteurs clés du paysage médiatique et renforcer leurs compétences en vérification et investigation pour contrer cette pression informationnelle.

Pour commencer, une analyse approfondie des médias dans quatre pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan) a été réalisée, avec une attention particulière portée sur les questions liées à la désinformation russe. Cette étude a permis d'établir une cartographie du paysage médiatique dans chacun de ces pays.

Partage d'expériences en matière de lutte contre la désinformation

Du 6 au 8 mai 2024, le premier Forum des journalistes d'Asie centrale s'est tenu à Tachkent (Ouzbékistan), réunissant plus de 150 personnes (journalistes, représentant-es d'organisations médiatiques et académiques, expert-es des médias), venues de France, d'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan. Chaque journée était consacrée à trois thématiques structurantes : lutte contre la désinformation, recherche de nouveaux publics et sécurité de l'information et des journalistes.

Cet événement a été une occasion unique d'échanger sur les problématiques de désinformation mais aussi de renforcer la mise en réseau de journalistes qui, bien que faisant face à des problématiques similaires, n'ont pas nécessairement l'opportunité de se réunir pour échanger sur leurs expériences.



Juin 2023
→ Décembre 2024



100 K€



Kazakhstan,
Kirghizistan,
Tadjikistan,
Ouzbékistan

QARIB

ACCOMPAGNER LES MÉDIAS POUR FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE AU MOYEN-ORIENT

La Jordanie, le Liban, l'Irak et la Palestine sont aujourd'hui confrontés à des enjeux similaires en termes de cohésion sociale. Dans ces pays, comme partout ailleurs, les médias, à la fois acteurs de transmission des valeurs et de représentation des identités, peuvent constituer de puissants outils de transformation sociale, capables d'apaiser les tensions.

Financé par l'Agence française de développement (AFD), le projet régional *Qarib* (qui signifie « proche » en arabe) accompagne les médias de ces quatre pays en renforçant la production d'informations de qualité, en encourageant l'inclusion des populations, notamment des femmes, et en favorisant un débat public ouvert et constructif.

En 2024, *Qarib* a soutenu 38 médias (4 au Liban, 5 en Jordanie, 7 en Palestine, 17 en Irak et 5 acteurs régionaux), qui ont produit 2 574 contenus médiatiques, touchant plus de 120 millions de personnes et générant plus de 15 millions d'interactions. L'engagement féminin dans l'audience est significatif, atteignant 51 % en moyenne, avec un pic de 56 % en Palestine et 62 % pour les productions régionales. Les contenus médiatiques ont abordé des thèmes essentiels comme les droits des femmes, l'inclusion, l'environnement et les défis sociaux. Ils ont mis en lumière les inégalités, les conflits et les déplacements forcés, tout en valorisant le patrimoine et la résilience des populations. L'objectif : sensibiliser, encourager le dialogue et promouvoir la justice sociale.

Favoriser un journalisme plus professionnel et plus résilient

Le projet a aussi soutenu la participation de treize journalistes du Moyen-Orient à la COP29 à Bakou, leur permettant de couvrir les défis climatiques propres à leurs pays. Leurs reportages ont sensibilisé le public aux impacts du changement climatique et encouragé des comportements plus respectueux de l'environnement. Des médias comme Palestinian News Network (PNN), Roya Palestine, Yalla (Irak), Daraj, Raseef22 et Beirut Today étaient représentés.

Enfin, *Qarib* a continué à mettre en œuvre un vaste programme de formation et de mentorat en partenariat avec MiCT (*Media in Cooperation and Transition*) et SKF (Fondation Samir Kassir) permettant de renforcer les compétences des professionnels des médias en Irak, Palestine, Jordanie et Liban. Ces formations étaient axées sur la production médiatique, la sécurité numérique et le soutien en santé mentale. Elles ont également couvert la production de podcasts et de



Janvier 2020
→ Septembre
2026



10 M€



Irak,
Jordanie,
Liban,
Palestine

reportages radio en arabe et en kurde, la création de vidéos, ainsi que l'écriture journalistique, du niveau débutant à avancé. Elles illustrent un engagement en faveur d'un journalisme plus résilient et professionnel, capable de faire face aux défis contemporains tout en continuant à informer avec rigueur et indépendance.

« Dans une région marquée par les conflits, les médias indépendants jouent un rôle essentiel en fournissant une information fiable et équilibrée, à l'abri de la désinformation et des discours de haine. Dans ce contexte, l'AFD est fière de soutenir le projet *Qarib* depuis 2020, avec pour objectif de renforcer un journalisme indépendant qui donne la parole aux communautés et reflète fidèlement leurs préoccupations, sans parti pris. »

Yves Guicquero, directeur régional de l'Agence française de développement (AFD)

↓ © Abdullrahman Rawajbh



INFOLISANGO

RENFORCER LES MÉDIAS ET L'ENGAGEMENT CITOYEN AU CONGO

Depuis une dizaine d'années, la population de République du Congo bénéficie d'un accès croissant à internet, ouvrant ainsi de nouveaux espaces de communication et de participation citoyenne. Mais elle l'expose aussi davantage à la désinformation et au cyberharcèlement. Lancé en 2024, le projet InfoLisango appuie les médias congolais, les jeunes et la société civile dans la production et la diffusion d'une information équilibrée. Il les accompagne dans leurs actions de plaidoyer en faveur des droits humains, et dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles.

En 2024, dix responsables éditoriaux de médias privés de Brazzaville, la capitale politique et administrative du pays, ainsi que de Pointe-Noire, sa capitale économique, ont participé à un séminaire de sensibilisation de trois jours aux fondamentaux du journalisme, aux spécificités de l'information en ligne et au journalisme en contextes sensibles, afin de se préparer aux élections présidentielles de 2026.

Concevoir des outils de formation d'EMI

Infolisango mise également sur l'éducation aux médias et à l'information (EMI) pour combattre les manipulations de l'information et les discours de haine. Durant les premiers mois du projet, dix personnes de deux Organisations de la Société Civile (OSC) congolaises ont été formées aux bases et à la conception d'outils de formation d'EMI, afin qu'elles deviennent elles-mêmes formatrices et puissent accompagner de jeunes personnes leaders, influenceuses ou blogueuses dans la production et la diffusion, sur les réseaux sociaux, de modules de sensibilisation à la lutte contre la désinformation et les propos haineux. Enfin, toujours en 2024, dix personnes formatrices ont approfondi leurs connaissances sur la cybersécurité au sein de deux OSC spécialisées dans les droits humains.



Mars 2024
→ Février
2028



1,1 M€



Congo

« La formation a abordé le thème de la sécurité numérique sous un angle à la fois théorique et pratique, avec un formateur aguerri, maîtrisant parfaitement son sujet et sa mission. J'ai pu affûter mes connaissances dans des logiciels à la pointe de la technologie, à même de renforcer efficacement la sécurité de nos organisations. »

Franck Loufoua-Bessi, membre de l'ONG Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH)

↓ © Omri Eliyahu



SOUTIEN AUX MÉDIAS ÉTHIOPINIENS

VALORISER LE JOURNALISME POUR UNE INFORMATION FIABLE ET INCLUSIVE

En Éthiopie, dans un contexte marqué par d'importantes tensions régionales et la circulation massive d'infox, les médias ont un rôle crucial à jouer pour construire un dialogue apaisé et promouvoir une information fiable. Depuis 2023, Soutien aux médias éthiopiens met en œuvre un programme ambitieux pour renforcer les compétences des journalistes dans la lutte contre la désinformation.

Afin que les médias éthiopiens produisent une information plus rigoureuse, vérifiée et équilibrée, essentielle à la stabilité du pays, le projet a apporté son appui à l'Ethiopian Media Council (EMC), l'instance d'autorégulation. Un travail de fond a été mené. Tout d'abord, une évaluation des besoins des professionnel·les de l'EMC a identifié les lacunes et attentes en matière de formation. Puis, un appel à candidatures a été lancé pour constituer deux groupes de quinze formatrices et formateurs — soit trente personnes au total dont treize femmes — pour bénéficier de ces formations et, à terme, diffuser les bonnes pratiques acquises.

Former les médias pour un impact durable

Deux thématiques majeures ont été retenues : la lutte contre la désinformation et les discours de haine, qui visent à outiller les journalistes face aux fake news et aux manipulations de l'information, et le journalisme en contexte sensible, qui apporte des clés pour couvrir des sujets délicats avec rigueur et éthique.

Ces formations, d'une durée totale de dix-huit jours chacune, ont permis aux formatrices et formateurs sélectionnés d'acquérir les compétences nécessaires pour transmettre à leur tour leurs savoirs aux rédactions locales. Elles ont conduit à la production de deux guides de bonnes pratiques, destinés à l'ensemble de la communauté journalistique du pays.



Juillet 2023
→ Février
2025



200 K€



Éthiopie



↑ © Eric Isselee

« Grâce à l'excellence des experts formateurs, le contenu des deux volets de formation était riche et complet, alliant parfaitement bien la théorie et la pratique. La présence à leurs côtés d'experts locaux a été un réel atout pour faciliter les échanges avec les bénéficiaires et replacer la formation dans une perspective éthiopienne. Assurer une cohérence avec les réalités locales des bénéficiaires a constitué un atout majeur. »

Rebecca Bourdet, responsable du projet Soutien aux médias Éthiopiens

Enfin, l'atelier de clôture du projet, adossé à la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, organisée par l'UNESCO à Addis Abeba en 2024, a offert la possibilité aux trente journalistes formé·es d'y participer.

Mené en partenariat avec le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France, Soutien aux médias en Éthiopie s'inscrit dans une démarche plus large de consolidation du secteur médiatique dans le pays. Il a contribué à renforcer durablement les capacités des médias en matière de vérification des faits et de journalisme en contexte sensible : un pas de plus vers une information de qualité, au service de la cohésion sociale et de la démocratie.

TERRA AFRICA

LES MÉDIAS AU SERVICE D'UNE CITOYENNETÉ ÉCO-RESPONSABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

En Afrique de l'Ouest, l'information sur les changements climatiques reste encore marginale et se limite souvent au récit de catastrophes naturelles. Les médias ont pourtant un rôle majeur à jouer pour expliquer les causes de ces dérèglements, informer sur les solutions d'adaptation possibles et développer un discours positif. Depuis 2022, *Terra Africa* renforce les compétences des journalistes de cinq pays dans le traitement transversal des enjeux climatiques et environnementaux.

Formé·es dans un premier temps aux concepts du changement climatique et au journalisme de solutions, les quarante journalistes sélectionné·es pour le projet, issu·es de vingt-et-un médias, ont bénéficié en 2024 de formations au *fact-checking*, une discipline clé pour combattre le climato-scepticisme. En parallèle, quatre voyages de presse avec des scientifiques et des membres d'ONG environnementales, sur des sites où les effets du changement climatique sont visibles et mesurables, ont été organisés. Grâce à cet appui, les journalistes ont pu produire des sujets fondés sur un diagnostic fiable et illustrant de façon très concrète les impacts sur les activités humaines et la biodiversité.

198 articles et reportages produits

Sur toute la durée du projet, 198 productions ont été réalisées par les journalistes. Les objectifs quantitatifs ont été largement dépassés et la qualité a été au rendez-vous, comme en attestent les récompenses obtenues par deux bénéficiaires : une journaliste ivoirienne a décroché la deuxième place du Prix africain du journalisme d'investigation (PAJI-Norbert Zongo) pour son enquête « Bianouan, les malades invisibles du mercure », tandis qu'une autre, du Cap Vert, a remporté le Prix national du journalisme de son pays grâce à un article consacré au recyclage et à l'environnement.

Le projet s'est achevé par des séminaires nationaux dans chacun des cinq pays partenaires, avec des journalistes, des scientifiques et des membres d'organisations de la société civile et d'autorités publiques, réunissant au total 450 personnes. Les meilleures productions ont été récompensées par le prix Terra Africa, lors de cérémonies qui ont fait l'objet d'une importante couverture médiatique dans chaque pays.



Mai 2022
→ Octobre
2024



1 M€



Cap-Vert,
Côte d'Ivoire,
Guinée-Bissau,
Guinée,
Sénégal

« En Afrique, le métier de journaliste a toujours été orienté vers des thématiques qui font de l'audience, reléguant ainsi au second plan de véritables sujets d'actualité. Terra Africa a su transformer des journalistes en experts dans le domaine de la diffusion d'informations sur l'environnement, notamment sur le changement climatique. Ce projet offre à l'Afrique francophone et lusophone l'opportunité d'un meilleur traitement de ces questions, une traduction locale juste et efficace d'enjeux mondiaux. »

Papa Abdoulaye Fall, formateur sénégalais

↓ © 2016 africa924/Shutterstock



APERÇU 2025

CFI CONTINUERA DE MENER DES PROJETS D'AMPLEUR EN 2025, EN AFRIQUE, DANS LE MONDE ARABE, EN ASIE OU ENCORE DANS LES BALKANS. FOCUS SUR SIX D'ENTRE EUX.

REM : les médias soudanais acteurs de la cohésion sociale

Depuis cinq ans, CFI œuvre aux côtés des médias soudanais pour promouvoir une information fiable et inclusive, essentielle à la cohésion sociale. Après Aswatna et Kalimat Sudania, l'agence lancera en 2025 le projet REM (*Revitalising and Enhancing Media in Sudan*) afin d'accompagner le développement de huit radios communautaires, grâce à un appui organisationnel, des formations et des subventions pour assurer leur viabilité. Elle formera également des journalistes et créateurs de contenus aux nouveaux formats numériques (journalisme mobile, podcast). En parallèle, un appui sera apporté aux organisations de la société civile dans la lutte contre les discours de haine, tout en encourageant les collaborations avec les médias locaux.

MediAOS : favoriser localement le développement des médias béninois, togolais et tchadiens

CFI a lancé début 2025 les premières activités de MediAOS, un projet structurant financé par l'Agence française de développement (AFD) qui s'adresse à l'ensemble des acteurs et actrices des secteurs médiatiques du Bénin, du Togo et du Tchad. Il comporte une composante d'activités dédiée au renforcement des capacités de radios et médias en ligne dans tous les domaines

(éditorial, technique, management), une composante d'activités transversales axées sur l'égalité femmes-hommes, une composante d'appels à propositions dotée d'une enveloppe de 2,3M€ pour soutenir des initiatives éditoriales portées par des acteurs médiatiques locaux et de l'assistance technique dédiée aux instances de régulation des médias et aux écoles de journalisme.

AGILE : renforcer les médias indépendants et défendre la liberté de la presse

Dans un contexte de régression démocratique et de pressions croissantes sur les médias indépendants, le projet AGILE, lancé fin 2024, contribue à la résilience des médias et à l'inclusion des populations marginalisées. Soutenu par l'Union européenne à travers un accord cadre de partenariat financier ou FFPA (*Financial Framework Partnership Agreement*), ce projet mise sur la formation, la collaboration et l'innovation (IA, journalisme citoyen) pour garantir un accès équitable à l'information et défendre la liberté de la presse dans les pays où elle est menacée. Au sein d'un consortium réunissant Internews Europe, Article 19, Thomson Foundation et Fojo, CFI jouera un rôle clé en soutenant la mise en réseau des médias à risque et en développant des incubateurs régionaux pour renforcer leur capacité et leur viabilité. L'agence accompagnera aussi les initiatives d'inclusion et de diversité dans les rédactions.



© DR

Media Parity : promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en Afrique australe

Lancé en 2024, Media Parity est un FEF (Fonds Équipe France) déployé au Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique et Zambie. Il renforce la capacité des médias à produire des contenus intégrant les enjeux de l'égalité femmes-hommes et reflétant les préoccupations spécifiques des femmes. Mis en œuvre avec l'ONG sud-africaine Gender Links, il comprend également une action pilote s'adressant à des hommes journalistes et consacrée à la masculinité positive. Ces ateliers aident à leur faire prendre conscience du rôle qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre le harcèlement sexuel, dont sont victimes un très grand nombre de professionnelles des médias de leurs pays, à leur fournir des outils pour identifier les signaux faibles de harcèlement au sein de leur rédaction et à définir avec eux un protocole de comportements à adopter pour les cas identifiés.

Kouman : des jeunes et des médias ivoiriens engagés pour des élections apaisées

Financé par l'Union européenne, le projet Kouman vise à réduire les risques de violence lors des scrutins présidentiels et législatifs de 2025 et 2026 en Côte d'Ivoire. Il prévoit la mise en place d'actions rapides et collectives (médias, OSC, jeunes) pour informer sur les enjeux du processus électoral, sensibiliser la population aux risques de violence générés par la désinformation et les discours de haine, et inciter les jeunes à contribuer au débat public et à la cohésion sociale par des échanges inclusifs et constructifs sur les réseaux sociaux. Le projet comprend ainsi une campagne d'information grand public produite par Brut Afrique, la production de contenus médiatiques innovants à destination des jeunes et une série d'activités visant à renforcer les compétences de radios de proximité, afin de les associer aux efforts de prévention des violences électorales au niveau local.

Appuyer les médias et les OSC en Israël et en Palestine

Face à une polarisation extrême des sociétés israélienne et palestinienne, ce nouveau projet soutenu par l'Union européenne vise à renforcer le rôle des médias indépendants et des organisations de la société civile (OSC) dans le dialogue et la réconciliation. Il prévoit un soutien financier, des formations et du mentorat, notamment pour lutter contre la désinformation. La sécurité numérique de ces acteurs sera aussi renforcée. Des espaces de mise en réseau seront créés pour favoriser les débats et le plaidoyer.

BILAN FINANCIER

Montants exprimés en K€

BUDGET OPÉRATIONNEL AFRIQUE	5 347
Conseil/expertise	4 200
Équipe développement et gestion de projets	1 147
BUDGET OPÉRATIONNEL MÉDITERRANÉE-ASIE	8 498
Conseil/expertise	7 014
Équipe développement et gestion de projets	1 484
BUDGET DES FONCTIONS SUPPORT	3 721
Communication et internet	282
Frais de structure	2 056
Équipe et fonctionnement	1 383
RESSOURCES	17 599
Subvention annuelle du MEAE*	7 202
Commandes publiques	3 886
Contrats bailleurs multilatéraux	5 282
Autres ressources	1 229

*
ministère
de l'Europe
et des Affaires
étrangères

Carte interactive,
photos, vidéos,
découvrez
le rapport d'activité
dans son intégralité
sur le site internet
ra-cfi.fr →

Canal France International, l'agence française de développement médias, agit pour favoriser le développement des médias partout dans le monde et en particulier en Afrique subsaharienne, dans le monde arabe et dans les pays du voisinage de l'Union européenne. Nous nous engageons aux côtés des médias pour favoriser le dialogue entre les autorités locales et les citoyennes et citoyens, afin de permettre aux populations d'être les mieux informées possible. Au cœur de notre action : la lutte contre la désinformation, la défense de l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection de l'environnement et la promotion de la démocratie et de l'engagement citoyen. CFI est un opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et une filiale du Groupe France Médias Monde.